

Ralentissement de l'emploi salarié en Occitanie

Au deuxième trimestre 2018, la croissance de l'emploi salarié ralentit en Occitanie (+ 0,1 %), après une hausse significative au premier trimestre (+ 0,4 %). Le ralentissement touche presque tous les secteurs de l'économie régionale. Le tertiaire marchand continue de créer des emplois mais à un rythme plus modéré. L'emploi diminue dans l'intérim et la fonction publique et la construction marque le pas. Seul l'emploi dans l'industrie progresse au même rythme qu'au trimestre précédent, tiré par l'industrie agroalimentaire.

Après trois trimestres de progression, les créations d'entreprises reculent en Occitanie du fait du repli des micro-entreprises.

Malgré ce ralentissement de l'activité, le taux de chômage baisse de 0,1 point pour s'établir à 10,6 % de la population active régionale.

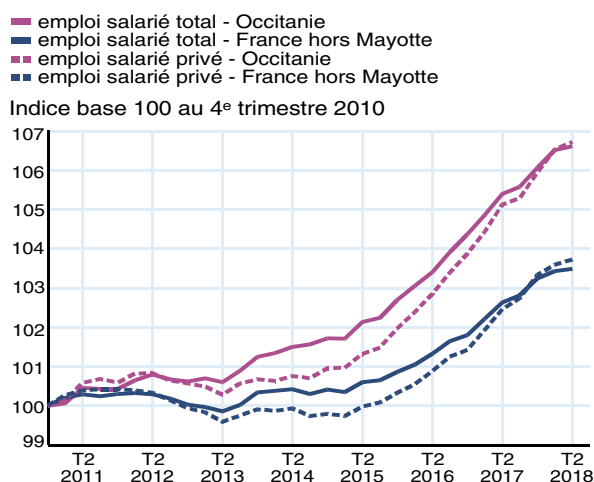
Séverine Bertrand, Jean-Paul Héran, Patrick Voisin (Insee), Christian Fabrègue (Draaf)

Rédaction achevée le 05 octobre 2018

Faible progression de l'emploi salarié total

Au deuxième trimestre 2018, l'emploi salarié total (*avertissement*) progresse modérément en Occitanie : + 0,1 %, soit un solde net de 1 800 emplois créés (*figure 1*). Le ralentissement est net par rapport à la hausse du trimestre précédent de 0,4 %. La région subit à la fois les effets de la baisse de l'emploi salarié public (- 0,1 %), qui représente un quart des emplois, et du moindre dynamisme de l'emploi privé : + 0,2 % après + 0,6 % au premier trimestre. En France hors Mayotte, la tendance est similaire : l'emploi salarié stagne au deuxième trimestre 2018.

1 Évolution de l'emploi salarié



Note : données CVS, en fin de trimestre.

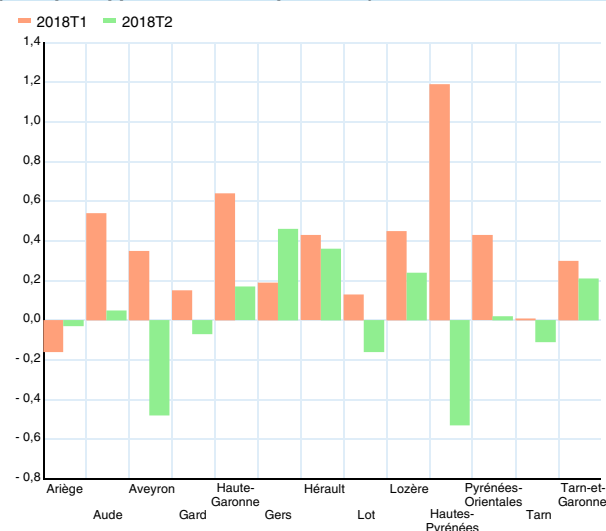
Pour l'agriculture, les données de la MSA sont disponibles avec au moins deux trimestres de retard : l'Insee réalise une estimation sur les derniers trimestres, en prolongeant les tendances récentes.

Champ : emploi salarié total (voir avertissement p. 2).

Sources : Insee, estimations d'emplois ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

Le ralentissement de l'emploi salarié concerne la majorité des départements d'Occitanie (*figure 2*). Seul le Gers enregistre une nette amélioration ce trimestre : + 0,5 % après + 0,2 % au trimestre précédent. Dans l'Hérault, la croissance de l'emploi se maintient, avec + 0,4 %, soit 1 400 emplois supplémentaires. L'emploi ralentit nettement en Haute-Garonne et en Lozère, dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales, et dans une moindre mesure en Tarn-et-Garonne. Il diminue dans les autres départements, notamment en Aveyron et dans les Hautes-Pyrénées (- 0,5 %). En Ariège, au second trimestre, la tendance est plus favorable qu'au premier trimestre : l'emploi stagne alors qu'il était en recul au premier trimestre.

2 Évolution de l'emploi salarié total par département (en % par rapport au trimestre précédent)



Note : données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

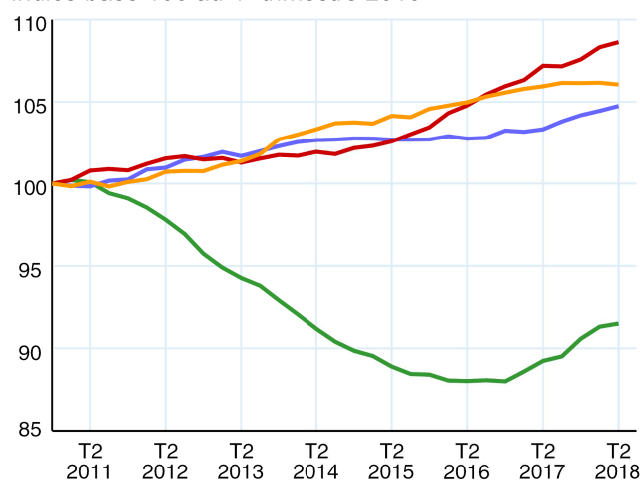
Le tertiaire marchand hors intérim soutient l'emploi

Dans le secteur tertiaire marchand hors intérim, l'emploi salarié continue d'augmenter au deuxième trimestre (+ 0,3 %) et soutient la croissance régionale (figure 3). Cependant la hausse enregistrée est en retrait par rapport au trimestre précédent (+ 0,7 %). Le ralentissement concerne l'ensemble des activités du secteur, à l'exception des activités financières et d'assurance qui ne perdent plus d'emplois ce trimestre, après en avoir perdu les deux trimestres précédents. Les transports et l'entreposage, l'information et la communication et les services aux entreprises créent des emplois mais à un rythme plus modéré (+ 0,4 %). Après deux trimestres de hausse, le commerce marque également le pas au deuxième trimestre (+ 0,1 %). L'emploi diminue dans les activités immobilières (- 0,5 %) et les autres activités de services (- 0,3 %).

3 Évolution de l'emploi salarié par secteur

■ Construction ■ Industrie
■ Tertiaire marchand hors intérim
■ Tertiaire non marchand

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre.

Pour l'agriculture, les données de la MSA sont disponibles avec au moins deux trimestres de retard : l'Insee réalise une estimation sur les derniers trimestres, en prolongeant les tendances récentes.

Champ : emploi salarié total (voir avertissement).

Sources : Insee, estimations d'emplois ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

L'industrie enregistre une hausse des effectifs salariés de 0,3 %, comme au trimestre précédent, soit une création nette de 600 emplois. L'ensemble des secteurs industriels créent des emplois. Le rythme de ces créations ralentit cependant au deuxième trimestre, sauf dans l'industrie agroalimentaire et la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques (respectivement + 0,8 % et + 0,4 %). Dans la fabrication de matériels de transport, l'emploi croît très modérément depuis deux trimestres (+ 0,1 %).

Quant à l'emploi dans le secteur tertiaire non marchand, il diminue de 0,1 %, soit un rythme proche du niveau national (- 0,2 %).

Recul de l'intérim

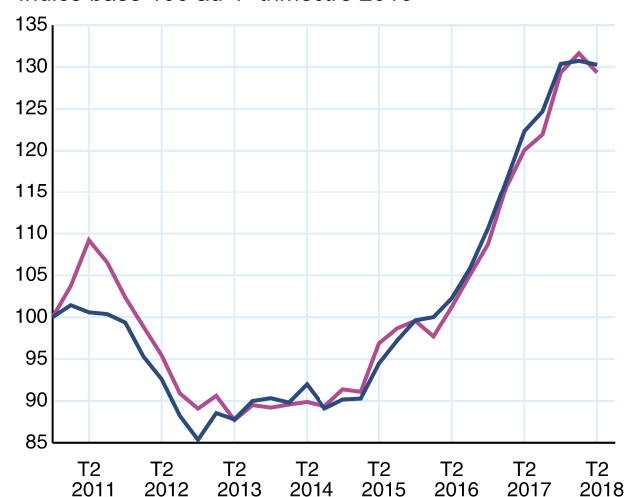
Après un ralentissement au trimestre précédent, l'intérim est en baisse au deuxième trimestre 2018 : - 1,7 %, soit une perte nette de 1 000 emplois (figure 4). Au niveau national, il diminue également mais dans une moindre proportion (- 0,4 %). Dans la région, l'Aveyron (- 6,7 %), les Pyrénées-Orientales (- 5,6 %) et la Haute-Garonne (- 4,7 %) connaissent les pertes les plus importantes d'emplois intérimaires ce trimestre.

Même si cette évolution marque une rupture avec les trimestres précédents, sur un an, la dynamique de l'emploi intérimaire reste forte en Occitanie (+ 7,7 %), et légèrement plus soutenue qu'en France hors Mayotte (+ 6,5 %).

4 Évolution de l'emploi intérimaire

■ Occitanie
■ France hors Mayotte

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données CVS en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emplois ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Avvertissement : Jusqu'à présent, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activités des particuliers employeurs - en France métropolitaine. **À partir de la publication portant sur le 1^{er} trimestre 2018, le champ des ETE localisées est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).** Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privés » et « publics », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional.

Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

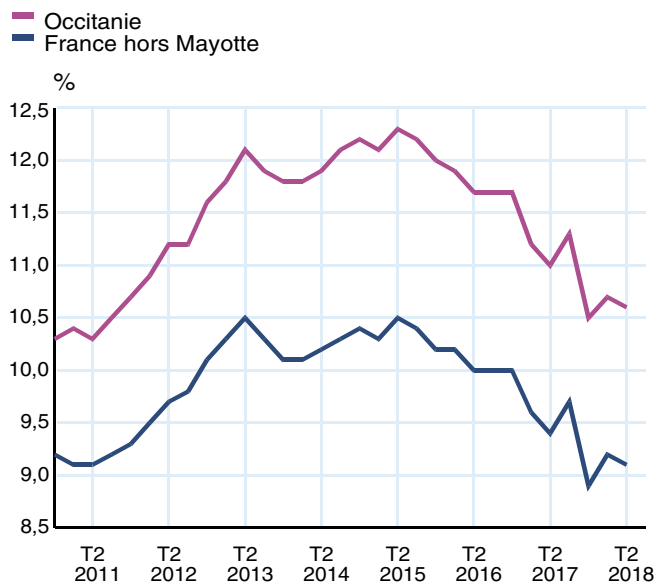
Baisse du taux de chômage

Après une légère hausse au trimestre précédent, le taux de chômage diminue de 0,1 point au deuxième trimestre 2018, en Occitanie comme au niveau national (figure 5). Dans la région, 10,6 % des actifs sont à la recherche d'un emploi, un niveau supérieur à la France hors Mayotte (9,1 %).

Ce trimestre, le chômage baisse dans l'ensemble des départements de la région à l'exception de l'Aveyron et du Tarn où il est stable. Il diminue notamment de 0,3 point dans le Gard et dans l'Hérault, deux départements parmi les plus touchés par le chômage dans la région.

Sur un an, le taux de chômage baisse de 0,4 point en Occitanie, soit une diminution légèrement plus marquée qu'en moyenne en France hors Mayotte (- 0,3 point). Ce recul concerne tous les départements de la région, la Haute-Garonne enregistrant la baisse la plus importante (- 0,7 point).

5 Taux de chômage



Note : données trimestrielles CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Poursuite de la croissance de l'activité aéronautique et spatiale

Selon l'association du transport aérien international, la croissance du trafic mondial de passagers est toujours soutenue au deuxième trimestre 2018, malgré le coût croissant des carburants.

Au deuxième trimestre 2018, les commandes enregistrées chez Airbus (193 avions moyens ou longs-courriers) sont en baisse par rapport au deuxième trimestre 2017 (29 appareils de moins), mais ce repli est négligeable compte tenu de la taille du carnet de commandes d'Airbus. En revanche, avec 303 avions, les livraisons enregistrent une forte accélération (+ 133 par rapport au deuxième trimestre 2017).

Chez Boeing, les commandes progressent (+ 142 avions moyens ou longs-courriers) mais l'augmentation est plus limitée pour les livraisons, avec seulement 11 appareils supplémentaires livrés ce trimestre par rapport au deuxième trimestre 2017.

Dans ce contexte, la demande de moteurs LEAP produits par Safran s'intensifie, et la production s'accélère pour satisfaire les deux avionneurs. La chaîne d'approvisionnement régionale est également sollicitée par les deux constructeurs, avec Boeing qui élargit la liste de ses partenaires français. Une toute nouvelle usine de production labellisée 4.0 est inaugurée en mai à Montredon près de Toulouse par Latécoère, signe du dynamisme de la filière régionale.

Dans le domaine spatial, l'attractivité de Toulouse se confirme. En particulier le marché des petits satellites, en plein essor, profite à la région. Les premiers satellites *Oneweb*, dont la mission est de donner un accès internet haut débit à tous les habitants de la planète, sont en cours d'assemblage sur le site toulousain d'Airbus Defence and Space. Les dix premiers modèles de cette constellation doivent être envoyés dans l'espace d'ici la fin de l'année.

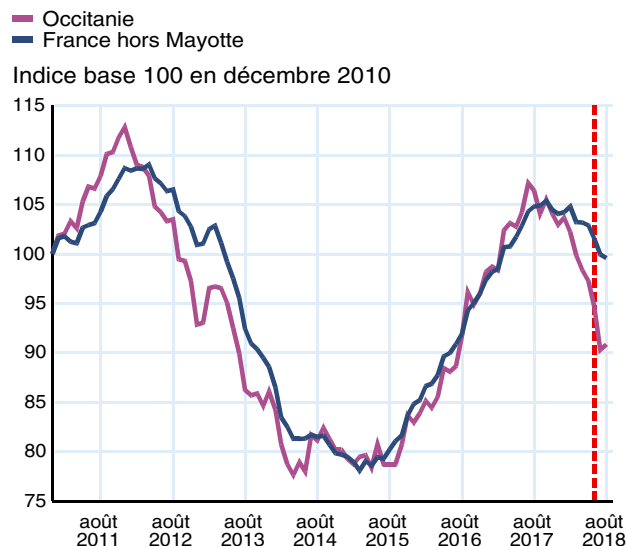
Recul de la construction de logements

Après une année 2017 de reprise d'activité, confirmée au premier trimestre 2018, l'emploi dans la construction ralentit au deuxième trimestre en Occitanie. Le secteur crée des emplois mais à un rythme modéré : + 0,2 %, soit 200 emplois supplémentaires. Cette croissance est moins élevée qu'au niveau national (+ 0,4 %).

Dans la construction de logements, le nombre de permis de construire est en baisse de 5,2 % par rapport au trimestre précédent qui était déjà en recul de 2,5 % (figure 6). Sur un an, le nombre cumulé de logements autorisés à la construction s'établit à 51 600 dans la région. La baisse s'observe dans 10 départements sur 13, avec un recul particulièrement important dans les Hautes-Pyrénées (- 12,0 %), l'Hérault (- 8,3 %) ou encore la Haute-Garonne (- 6,6 %).

La même tendance s'observe en France hors Mayotte, avec une baisse de 1,2 % sur un an du nombre de permis de construire.

6 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : SDES, [Sit@del2](#)

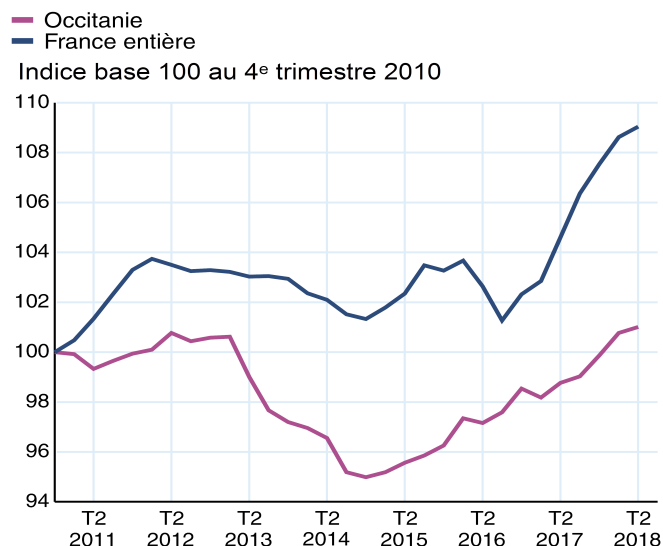
Faible progression de la fréquentation touristique

En Occitanie, l'emploi dans l'hébergement et la restauration ralentit avec une croissance de 1,1 % au deuxième trimestre 2018, après + 2,5 % au premier trimestre. La fréquentation hôtelière croît à un rythme modéré (+ 0,9 % par rapport au deuxième trimestre 2017) après la forte progression du premier trimestre (+ 6,0 %) (figure 7). Cette stabilisation après une phase d'activité soutenue se constate également en France (+ 1,3 % après + 5,0 %), en lien avec les grèves de transports et un week-end de Pâques déjà entamé au premier trimestre.

En Occitanie, une légère baisse du nombre d'hôtels ouverts pèse également sur l'évolution de la fréquentation hôtelière ce trimestre. Le ralentissement concerne surtout la clientèle non-résidente. Dans la région, la fréquentation hôtelière se partage entre séjours d'agrément pour 58 % et séjours professionnels pour 42 % ce trimestre. Ces derniers sont en recul par rapport au deuxième trimestre 2017.

Les résultats sont contrastés selon les départements de la région. Si le nombre de nuitées touristiques baisse de plus de 5 % dans les départements de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers et du Tarn, il diminue légèrement dans l'Hérault mais continue à progresser dans l'Aude, le Lot, la Haute-Garonne, les Hautes-Pyrénées et les Pyrénées-Orientales.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données mensuelles brutes.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE

Baisse des immatriculations des micro-entrepreneurs

Au deuxième trimestre 2018, les créations d'entreprises reculent de 2,8 % en Occitanie par rapport au trimestre précédent, après trois trimestres de progression (figure 8). Le nombre total d'entreprises créées ce trimestre s'établit à 15 300 unités¹. Les immatriculations de micro-entrepreneurs, qui représentent 4 créations sur 10 dans la région, contribuent fortement au repli avec un recul de 9,4 %. Hors micro-entrepreneurs, les créations d'entreprises progressent de 2,0 %.

Au niveau national, la hausse des créations d'entreprises (+ 3,3 % par rapport au trimestre précédent) est portée à la fois par les micro-entreprises (+ 2,6 %) et par les entreprises dites « classiques » (+ 3,3 %).

En Occitanie, les immatriculations de micro-entreprises sont en baisse dans la construction (- 23,9 %), l'industrie (- 21,6 %) et les activités de services (- 16 %). Ce dernier secteur, qui regroupe l'information et la communication, les activités financières et d'assurance, les activités immobilières et les services aux entreprises et aux ménages, concentre 62 % des créations de micro-entreprises de la région. À l'inverse, les immatriculations de micro-entreprises progressent dans le secteur regroupé du commerce, des transports et de l'hébergement et de la restauration (+ 12,9 %).

Sur un an, les créations d'entreprises augmentent de 17,7 % en Occitanie et de 22,1 % en France. Sur la période, les micro-entreprises sont en hausse de 18,7 % dans la région contre 33,8 % au niveau national.

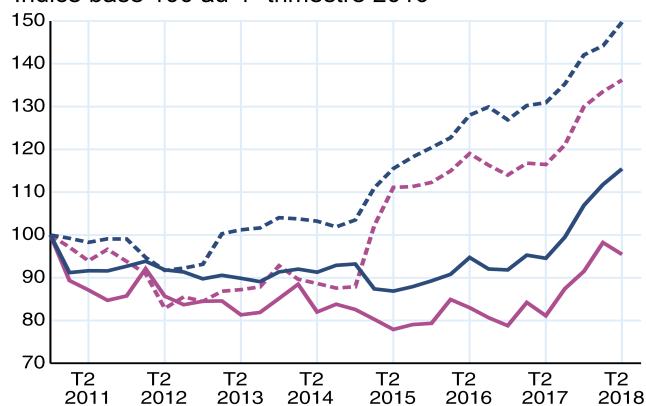
En Occitanie, le nombre de défaillances d'entreprises continue de diminuer pour s'établir à 4 700 sur les douze derniers mois, en recul de 2,8 % par rapport au trimestre précédent. La tendance est similaire en France (- 1,2 %).

¹ : données corrigées des variations saisonnières.

8 Créations d'entreprises

- Occitanie hors micro-entr.
- France entière hors micro-entr.
- Occitanie y/c micro-entr.
- France entière y/c micro-entr.

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements / Sirene)

Insee Occitanie
36, rue des Trente Six Ponts
BP 94217
31054 Toulouse Cedex 4

Directrice de la publication :
Caroline Jamet

Rédactrice en chef :
Michèle Even

ISSN : 2493-4704
© Insee 2018

Pour en savoir plus :

- « [Un climat conjoncturel favorable malgré une hausse du chômage](#) », Note de conjoncture régionale du 1^{er} trimestre 2018, *Insee Conjoncture Occitanie* n° 14, juillet 2018
- « [Bilan économique 2017 - Occitanie](#) », *Insee Conjoncture Occitanie* n° 13, mai 2018
- « [Le pouvoir d'achat se redresse, mais les incertitudes internationales persistent](#) », *Insee, Point de conjoncture*, octobre 2018
- Données complémentaires par département, Insee – [Tableau de bord conjoncture Occitanie](#), octobre 2018

Les récoltes de céréales affectées par les conditions climatiques défavorables

En Occitanie, comme dans les autres régions du sud de la France, les conditions météorologiques du printemps ont été globalement défavorables aux cultures d'hiver. Les céréales ont pâti des variations importantes de température et des excès d'eau, l'humidité persistante jusqu'à la fin du cycle favorisant le développement des maladies de l'épi (fusariose). Les fortes chaleurs de juin perturbent le remplissage des grains, réduisant ainsi le potentiel de rendements de la plupart des cultures. Dès les premières moissons, les parcelles de blé tendre et de blé dur fortement contaminées par la fusariose présentent des problèmes de qualité et des rendements inférieurs aux rendements habituels. Pour le blé dur, selon les premières estimations, les baisses avoisinent 35 % pour le bassin Languedoc-Roussillon et 18 % pour le bassin Midi-Pyrénées. ■

Contexte international : début 2018, les écarts de croissance s'accroissent entre les grands pays

Au premier semestre 2018, l'activité a été stimulée aux États-Unis par une politique budgétaire procyclique ; en zone euro, l'allant des économies allemande et espagnole contraste avec les difficultés observées en Italie. Certaines économies émergentes connaissent par ailleurs de fortes tensions financières et inflationnistes. L'environnement international resterait néanmoins porteur, avec un commerce mondial encore dynamique malgré les tensions protectionnistes.

Contexte national : en France, l'activité accélérerait au second semestre après avoir été modérée au premier semestre

La croissance française a nettement ralenti au premier semestre (+ 0,2 % par trimestre) après une année 2017 très dynamique. Au-delà des facteurs internationaux qui ont pesé sur le climat des affaires, l'activité économique a été pénalisée par des facteurs ponctuels (grèves, baisse du pouvoir d'achat au premier trimestre, moindre consommation en énergie, maintenance de raffineries).

Cependant, le retour à la normale dans les secteurs des transports et de l'énergie, combiné à des immatriculations dynamiques durant l'été, conduirait à un rebond de la consommation des ménages au troisième trimestre. En fin d'année, le pouvoir d'achat progresserait fortement en raison des réductions de cotisations sociales et de taxe d'habitation ; il prendrait ainsi le relais pour soutenir la consommation. Bénéficiant également d'un investissement des entreprises robuste et d'une accélération des exportations, le PIB français croîtrait de + 0,5 % au troisième trimestre puis de + 0,4 % au quatrième, conduisant à une croissance de + 1,6 % en moyenne en 2018.

